

# LES CIVILS PALESTINIENS : PREMIÈRES VICTIMES DE L'OCCUPATION

**C**omme c'est de plus en plus le cas dans les conflits modernes, les civils sont les premières victimes des violences nées de l'occupation illégale des Territoires palestiniens par Israël. Le prix que la population civile palestinienne paie est extrêmement élevé, autant du point de vue des victimes directes du conflit que de celui des conséquences indirectes de l'occupation israélienne, laquelle a rendu la vie quotidienne de la société palestinienne réellement insupportable.

## LES VICTIMES DIRECTES DU CONFLIT...

Depuis la promenade d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées en septembre 2000, qui a déclenché la seconde Intifada, plus de 4.800 Palestiniens ont été tués, la plupart par l'armée israélienne dans les Territoires palestiniens occupés (TPO). Le nombre de civils israéliens tués s'élève, quant à lui, à 700 victimes, auxquels il faut ajouter les 320 soldats israéliens tués durant cette même période.

Parmi les victimes palestiniennes, on compte 860 mineurs. La politique israélienne d'"assassinats ciblés" a fait 218 victimes directes et 367 victimes "collatérales". Le nombre exact de victimes (recensé par B'Tselem, le

29 septembre 2000 – 30 septembre 2007	Territoires occupés	Israël
Palestiniens tués par l'armée israélienne	4 204	63
Palestiniens tués par des civils israéliens	41	
Palestiniens tués par des Palestiniens	541	
Israéliens tués par des Palestiniens	233	471
Soldats de l'armée israélienne tués par des Palestiniens	234	87
Étrangers tués par des Palestiniens	17	36
Étrangers tués par l'armée israélienne	10	

Centre israélien de défense des droits humains dans les TPO) et leur répartition sont les suivants : Durant la seconde Intifada, 31.531 Palestiniens ont été blessés. Plus de 3.500 d'entre eux sont handicapés à vie.

## ... ET LES VICTIMES DES CONSÉQUENCES DE L'OCCUPATION

L'occupation a pris différentes formes, depuis l'arsenal administratif mis en place par l'armée israélienne jusqu'aux routes de contournement réservées aux seuls Israéliens, en passant par les centaines de check-points et de barrages qui découpent la Cisjordanie en quelque 200 îlots séparés.

### Restrictions de mouvement

Pour se rendre d'une ville ou d'un village à un(e) autre, les Palestiniens doivent franchir les check-points israéliens. Le passage dépend du bon vouloir des Israéliens qui les ferment régulièrement et arbitrairement. Cette politique dite "de bouclages" a des conséquences désastreuses pour la population palestinienne.

### Asphyxie de l'économie

Les contrôles permanents et aléatoires interdisent tout mode d'organisation et empêchent tout fonctionnement normal d'une entreprise. On ne compte plus les pertes de revenus liées aux récoltes perdues parce que les paysans n'ont pas pu accéder à leurs champs, aux produits périssables qui n'ont pu être acheminés à temps vers les marchés, aux entreprises fermées par défaut d'approvisionnements réguliers.

### Déni du droit d'accès aux soins médicaux

Cette politique de bouclages rend difficile l'accès à l'hôpital en urgence. C'est ainsi que 88 personnes sont décédées aux check-points: des femmes ont dû accoucher dans la rue et y sont décédées, des diabétiques et des insuffisants rénaux n'ont pu recevoir leur traitement ou leur dialyse à temps,...

### Érosion des liens traditionnels de la société civile palestinienne

La société civile palestinienne est traditionnellement structurée autour de liens familiaux très forts qui unissent de grandes familles et clans à travers tout le pays. Durant l'occupation, cette solidarité familiale a suppléé à l'absence d'organisation sociale adéquate. La politique de bouclages, en entravant les contacts entre ses membres, contribue ainsi à la destruction du tissu social palestinien.

### Sabotage du système d'enseignement

Avec la seconde Intifada, la politique de bouclages a eu des effets dévastateurs sur le système d'enseignement. Les étudiants ne peuvent pas rejoindre leur école ou leur université, les examens ne peuvent avoir lieu normalement ... Ajoutés à la paupérisation croissante de la population palestinienne, à l'incertitude et à la peur quotidiennes, ces facteurs ont fortement contribué à la dégradation du système d'enseignement palestinien qui avait pourtant résisté à plus de trente ans d'occupation.

### Destruction des habitations et création de nouveaux réfugiés

Israël applique une politique systématique de destruction de toutes les habitations palestiniennes "illé-gales" ou, à titre de punition collective, de toutes les maisons dont les habitants ont une relation quelconque avec des actes violents commis à son égard. Il s'agit là encore d'une pratique d'Israël condamnée par le droit international. Selon le Ministère palestinien du logement, quelque 7.800 habitations palestiniennes auraient été complètement détruites durant les six dernières années et 63.000 autres partiellement détruites, créant de ce fait des dizaines de milliers de nouveaux réfugiés.

Israël considère que toute construction palestinienne érigée sans autorisation de l'administration israélienne est « illégale ». En pratique, cela concerne presque toutes les constructions réalisées après 1967 : en effet, Israël ne délivrant pratiquement jamais de permis de construire, les Palestiniens sont bien obligés de s'en passer pour assurer leurs besoins en logements.

### Destruction des institutions et des édifices publics

Dans le cadre des accords d'Oslo, une grande part de l'aide internationale a été consacrée à la mise en place des nouvelles institutions publiques palestiniennes. La seconde Intifada a vu une bonne part de l'effort de guerre israélien consacrée à la destruction de ces nouvelles infrastructures, compromettant l'émergence de l'État palestinien. C'est ainsi que depuis 2000, 175 édifices publics ont été endommagés ou détruits, dont le Palais du Président (la "Mukata"), le Ministère des statistiques, l'aéroport de Gaza, et plus récemment sa centrale électrique (ce qui constitue un crime de guerre selon le dernier rapport de B'Tselem), ainsi que 415 bâtiments des forces palestiniennes de sécurité.

Le réseau routier a été fortement endommagé, voire anéanti. Aujourd'hui, en Cisjordanie, quelque 550 routes sont détruites ou bloquées par des rochers, des barrières permanentes, des amoncellements de terres ou des tranchées. Plus la soixantaine de check-points, cela fait plus de 600 routes barrées, contrôlées ou détruites.

Il va sans dire que l'essentiel de ces destructions touche directement la population civile et ne répond pas à des "besoins militaires urgents", ce qui les met en infraction avec le droit international, notamment la IVe Convention de Genève.

### Confiscation des terres et destruction des ressources agraires

Entre 2000 et 2004, l'armée israélienne a déraciné près de 400.000 oliviers, pour une valeur totale de plus de 60 millions de dollars US. Les oliviers étant présents sur plus de 40% des zones cultivées en Palestine, leur destruction systématique constitue pour la société palestinienne un désastre économique et environnemental, dont l'impact pèsera lourdement sur les générations à venir.

### Désagrégation de l'économie et pauvreté

L'occupation, à travers ses colonies et ses bouclages, a provoqué dans les Territoires palestiniens occupés une crise économique extrêmement grave qui se répercute sur la santé de la population.

Quelques chiffres :

- 75% des Palestiniens vivent avec moins de 2 dollars US / jour ;
- plus des deux tiers des enfants palestiniens vivent dans la pauvreté ;
- 30% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique, 21% de malnutrition aiguë ;
- 50% des familles palestiniennes ont besoin d'assistance pour satisfaire leurs besoins nutritionnels minimaux.

#### POUR EN SAVOIR PLUS :

- <http://www.phrmg.org/aqsa.htm>, <http://www.mif-tah.org/report.cfm>
- [http://www.btselem.org/english/list\\_of\\_Topics.asp](http://www.btselem.org/english/list_of_Topics.asp)
- [http://www.poica.org/editor/case\\_studies/view.php?recordID=455](http://www.poica.org/editor/case_studies/view.php?recordID=455)

